



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUVALIS

La Galinière- RD7N 13790 Chateauneuf-le-Rouge
13790 Châteauneuf-le-Rouge

Références : E/25-1506
Code AIOT : 0006516810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement AUVALIS implanté RD 406 - RD 231 ZAC du Couvernois, Lot ACb 77700 Serris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVALIS
- RD 406 - RD 231 ZAC du Couvernois, Lot ACb 77700 Serris
- Code AIOT : 0006516810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement AUVALIS est implanté dans la Z.A.C. du Courtenois, sur le territoire de la commune de SERRIS. Le terrain représente une surface de 128 375 m² dont 6 000 m² sont couverts.

Cet entrepôt est dédié au stockage, au conditionnement et à la logistique de produits alimentaires, alcools de bouche, matières plastiques, produits manufacturés divers, de produits dangereux pour l'environnement (eau de javel), d' aérosol et de produits solides facilement inflammables.
Il emploie 200 salariés sur le site de SERRIS.

L'exploitation de l'établissement AUVALIS est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018.

Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relève du statut « Seveso seuil bas ».

Thèmes de l'inspection :

- Action Régionale POI
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – Elaboration et périodicité de test	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan d'opération interne – Contenu	Code de l'environnement, Article L. 515-41	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan d'opération interne – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5	Demande d'action corrective	6 mois
7	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
8	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Plan	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'opération interne – Contenu	26/05/2014, Article 5		
11	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 49	Demande d'action corrective	3 mois
13	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 53	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Sans objet
10	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Sans objet
12	an d'opération interne – Contenu	rêté Ministériel du 04/10/2010, Article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI dont la dernière version date de novembre 2023. Ce document est en cours de mise à jour et l'exploitant a souhaité tester son futur POI (version 5) lors de l'inspection afin de le valider à la suite de cet exercice.

La nouvelle version du POI semble globalement contenir l'ensemble des mentions réglementaires mais son caractère opérationnel n'a pas été démontré lors de l'inspection, l'exploitant ne trouvant pas facilement les informations nécessaires à la gestion de l'évènement.

Ainsi, l'accueil des secours au poste de garde et leur accompagnement sur site, la réalisation d'une levée de doute à la suite d'une mauvaise transmission d'information, la réalisation des premiers prélèvements dans l'environnement et la gestion du personnel au point de rassemblement ont été lacunaires durant l'exercice, voire absents pour certains.

Les tâches et les rôles de chacun pourraient être également mieux définis.

Le positionnement et la protection du poste de commandement est à requestionner en tenant compte du retour d'expérience de cet exercice, afin d'en garantir son accessibilité permanente. L'exploitant était toutefois plutôt moteur dans cet exercice et devrait en tirer un retour d'expérience positif lui permettant de disposer d'un POI plus opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – Élaboration et périodicité de test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Arrêté Préfectoral du 18/03/2014, article 7.8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Élaboration et test pour les sites Seveso Seuil bas
Prescription contrôlée : Article 5 Arrêté Ministériel du 26/05/2014 [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...] Article 7.8.5.2 Arrêté Préfectoral du 18/03/2014 (...) L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir : (1) la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; (2) l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, (3) la formation du personnel intervenant ; (4) l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ; (5) la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ; (6) la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ; (7) la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un POI V4 de novembre 2023. Ce document est en cours de mise à jour et l'exploitant a souhaité tester son futur POI (version 5) lors de l'inspection afin de le valider à la suite de cet exercice. L'exploitant n'avait pas réalisé d'exercice POI depuis 2017. Suite n°20250506-1 : L'exploitant veillera à réaliser annuellement ses exercices POI et à mettre à jour son POI en tant que de besoin. Il transmettra un planning prévisionnel des prochains exercices POI à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 515-41

Thème(s) : Risques accidentels, mise en œuvre du POI

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :

1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;

2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. [...]

Constats :

Lors de l'exercice POI, l'exploitant a subi des défaillances dans sa chaîne de remontée d'information. L'incendie simulé a été grandement sous-estimé (le DOI estimait le départ de feu maîtrisé alors qu'il était généralisé à la cellule concernée par l'exercice) et l'exploitant n'a donc pas jugé utile d'informer les acteurs externes autres que le SDIS en début d'exercice.

Pourtant prévue dans les schémas d'alerte, une levée de doute n'a pas été réalisée dans les premiers instants de la gestion de l'évènement, ce qui aurait permis de constater la réalité de l'évènement.

Le POI de l'exploitant n'identifie par ailleurs pas clairement les actions à entreprendre par le DOI (directeur des opérations internes) ou les autres acteurs du site impliqués dans la gestion d'un évènement.

Ainsi, lors de l'exercice POI, l'exploitant n'a pas su retrouver toutes les informations pertinentes. Il a notamment limité son rôle après l'évacuation du poste de commandement de crise alors que le POI prévoyait la réalisation d'actions supplémentaires) et n'a pas mis en place les mesures nécessaires à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.

Le comptage et la gestion du personnel au point de rassemblement sont également lacunaires et peu documentés dans le POI.

Plus généralement, le POI n'est pas opérationnel et l'exploitant n'est pas suffisamment entraîné à son utilisation puisqu'il n'identifie pas aisément et chronologiquement les opérations à mener.

Suite n°20250506-2 : Le POI ne permet pas d'identifier clairement les actions à entreprendre par chaque acteur du POI et n'est pas opérationnel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Articulation POI-PPI
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : Le site n'est pas concerné par un PPI. Cependant, le POI de l'exploitant mentionne, outre celui de la DRIEAT, les numéros de la préfecture et de la mairie. Des fiches de communications sont existantes et comportent un message pré-établi à communiquer aux acteurs externes permettant l'information des autorités extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Articulation avec services d'urgence externes
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; [...]
Constats : Le POI mentionne l'articulation avec les secours extérieurs mais ne définit pas l'accueil des secours sur le site ni les dispositions prises par l'exploitant pour guider les secours. En outre, lors de l'exercice, la personne présente au poste de garde n'a pas été informée de l'événement en cours sur le site et a continué à accepter les entrées de poids lourds et les mouvements de poids lourds sur le site. A l'arrivée du SDIS, aucune personne techniquement compétente et informée de l'événement en cours n'était présente au poste de garde afin de guider les secours sur site. Après avoir fait une première tentative pour rejoindre le lieu du sinistre, sans succès, le SDIS a dû retourner au poste de garde afin d'obtenir des informations complémentaires et un plan du site.

La fourniture des plans et des états des stocks au SDIS a été longue et fastidieuse, le poste de garde n'ayant fourni qu'un état des stocks global ne différenciant pas les stocks de la cellule où se déroulait l'incendie selon le scénario de l'exercice.

L'état des stocks a pu finalement être fourni au SDIS par le responsable « Gestion des emplacements ». Le SDIS a pu obtenir d'autres informations sur les produits impliqués dans l'incendie après questionnements des responsables présents au plus près du sinistre. L'ensemble de ces informations a été long à obtenir par les pompiers ce qui, en situation réelle, aurait conduit à une perte de temps dans la gestion de l'évènement.

Suite n°20250506-3 : L'exploitant ne dispose pas dans son POI des informations et des ressources visant à guider les services d'urgence externes sur le site et ne met pas à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Fiches scénario

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;[...]

Constats :

La version 5 du POI, testée lors de l'exercice, contient des logigrammes, des fiches réflexes et la définition des rôles des intervenants.

Ces éléments décrivent des mesures à prendre pour maîtriser une situation d'urgence et les mesures pour en limiter les conséquences. En particulier, cette nouvelle version du POI intègre les prélèvements environnementaux.

Toutefois, les fiches présentant les différents scénarios et actions à mener ont disparu de la nouvelle version (V5) du POI.

Suite n°20250506-4 : La version 5 du POI ne définit pas, pour chaque situation ou événement prévisible, la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan d'opération interne – Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel, Entreprises extérieures et intervenants
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'une liste de son personnel formé "évacuation", "équipier de première intervention" et "sauveteur secouriste du travail". Cependant, le jour de l'inspection, l'agent de terrain sur le lieu de l'exercice a indiqué qu'en cas de situation réelle, il ferait une tentative d'extinction d'un départ de feu avec un extincteur présent dans la cellule de l'entrepôt mais, en le questionnant, il a indiqué ne pas avoir récemment suivi de formation à la manipulation des extincteurs. Suite n°20250506-5 : L'exploitant s'assurera que l'ensemble du personnel d'exploitation (salariés et intérimaires) pouvant contribuer à la mise en œuvre des moyens d'intervention soit formé à leur manœuvre et veillera au respect des périodicités de recyclage de ces formations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel, Entreprises extérieures et intervenants
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;[...]
Constats : Comme indiqué précédemment, l'exploitant dispose d'une liste de son personnel formé

"évacuation", "équiper de première intervention" et "sauveteur secouriste du travail".

La coordination des actions définies dans le POI avec les services d'urgence externes est à améliorer et fait l'objet d'une suite précédente (suite n°20250506-3).

Les inspecteurs n'ont toutefois pas été en mesure d'avoir une vision claire des agents pouvant occuper chacune des fonctions définies dans le POI.

Suite n°20250506-6 : L'exploitant devra identifier, pour chaque fonction définie dans son POI, les agents pouvant occuper ces fonctions et veiller à leur formation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]

Constats :

La version V5 du POI en projet, testée le jour de l'inspection par l'exploitant, mentionne :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ;

- les substances recherchées dans les différents milieux ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- l'organisme habilité à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

Cependant, la mention de l'organisme habilité ne comporte pas de numéro de contrat ni de date limite de validité de ce contrat laissant penser qu'aucun contrat n'a été établi à ce jour.

Suite n°20250506-7 : L'exploitant devra justifier l'existence d'un contrat avec son organisme habilité à mener les premiers prélèvements environnementaux dans des délais adéquats au regard des cinétiques de développement des phénomènes dangereux susceptibles de survenir et mettra à jour son POI en conséquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Remise en état, Nettoyage

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

[...] - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.[...]

Constats :

Les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur n'ont pas été prévus dans le POI de l'exploitant.

Suite n°20250506-8 : L'exploitant n'intègre pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur dans son POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures pour les personnes sur site

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

Le POI mentionne les mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris le système d'alerte et la conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte.

En particulier, l'évacuation, la vérification des fermetures des portes coupes feu, l'appel des secours, les coupures d'électricités etc. sont mentionnés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe 2 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

Article 49 Arrêté Ministériel du 04/10/2010

État des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Annexe II / 2 1.4. Arrêté Ministériel du 11/04/2017

1.4. État des matières stockées

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

(...)

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'exploitant met à jour son état des stocks quotidiennement. Il est disponible au poste de garde mais pas au poste de commandement du POI.

Lors de l'exercice POI réalisé par l'Inspection, il a été constaté que les pompiers ont rencontré des difficultés pour obtenir l'état des stocks ainsi que le plan de stockage de la sous-cellule objet de l'exercice.

De plus l'état des stocks, présenté au poste de garde, représente un état global sur l'ensemble du site et ne mentionne pas l'état des matières stockées pour chaque zone d'activité ou de stockage. Celui-ci indiquait uniquement les quantités stockées dans l'entrepôt au titre de chacune des rubriques de la nomenclature ICPE, sans en préciser leur libellé et sans mettre en exergue la nature, les quantités et la localisation des produits dangereux présents sur le site.

Les fiches de données de sécurité n'ont pas été contrôlées.

Suite n°20250506-9 : L'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires afin d'assurer l'accessibilité et la mise à disposition permanente du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires de l'état des matières stockées pour chaque zone d'activité ou de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Plan d'opération interne – Contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

État des matières stockées.

[...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.[...]

Constats :

Le POI mentionne les rubriques du classement ICPE du site et les quantités maximales susceptibles d'être stockées.

L'état des stocks mériterait cependant d'être plus clairement mentionné pour sa transmission aux autorités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 53

Thème(s) : Risques accidentels, Tenue des salles de contrôles

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les installations concernées, sans préjudice des impératifs de protection de personnes, les salles de contrôle des installations ainsi que les dispositifs de conduite et de traitement des données sont protégés contre les effets des accidents identifiés dans l'étude de dangers susceptibles de les impacter, de manière à garantir leur caractère opérationnel et lorsqu'elles sont nécessaires à la mise en sécurité des installations. [...]

Constats :

La salle du poste de commandement utilisée lors du déclenchement d'un POI sur site est protégée par un mur coupe feu 2h. Cependant, elle est à proximité des locaux de stockage et l'exercice a mis en évidence que l'évacuation de ce local était potentiellement nécessaire en cas d'accident grave à proximité.

Suite n°20250506-10 : L'exploitant s'interrogera sur le positionnement et la protection du local visant à accueillir le poste de commandement et prendra les mesures nécessaires afin d'assurer son accessibilité permanente.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois